

ainsi que de nombreuses questions complémentaires. A mon avis, nous devrions passer à un autre sujet, maintenant, et si le temps nous le permet avant l'expiration de la période des questions, les députés pourraient poser des questions complémentaires connexes.

[Plus tard]

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au secrétaire d'État aux Affaires extérieures si, au cours de ses entretiens avec le secrétaire d'État, à Washington, il a cherché à obtenir du gouvernement américain l'assurance que ce pays cessera de bombarder le Vietnam du Nord dès qu'on aura pris les dispositions nécessaires à la tenue de la conférence que le ministre tente d'organiser. Dans l'affirmative, pourrait-il nous dire quelle réponse il a reçue?

L'hon. M. Martin: Mon honorable ami sait très bien, monsieur l'Orateur, qu'il m'est impossible de répondre à des questions de ce genre comme je le voudrais. (*Exclamations*) J'entends des exclamations chez mes honorables amis; c'est leur privilège. Je dois dire que je ne m'attends pas à une approbation générale, dans le pays, des attitudes que certains députés adoptent à l'égard d'une question de cette importance. Je regrette de ne pouvoir donner à mon honorable ami une réponse correspondant à la forme particulière de la question qu'il a posée, mais je me suis vraiment entretenu à fond de cette question avec le secrétaire d'État, M. Rusk, en particulier au sujet du rôle que, d'après le Canada, la Commission pourrait jouer dans cette situation très complexe.

M. Lewis: Une question complémentaire. Si le ministre ne peut communiquer la réponse de M. Rusk, peut-il au moins dire à la Chambre si, au nom du gouvernement canadien, il a cherché à obtenir l'assurance que ces bombardements cesseraient?

M. l'Orateur: A l'ordre, le député répète la question qui a déjà été posée.

[Français]

LES ALLOCATIONS FAMILIALES

À PROPOS DU TRANSFERT AU QUÉBEC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, je voudrais revenir à un sujet comportant plus d'intérêt local et poser une question au très honorable premier ministre.

[M. l'Orateur.]

Peut-il nous dire si son gouvernement ou un membre de son gouvernement a reçu de M. René Lévesque, ministre du Bien-être social de la province de Québec, une demande à l'effet de transférer au Québec l'administration et la juridiction des allocations familiales, moyennant une compensation fiscale équivalente?

[Traduction]

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, cette question s'adresse autant à mes collègues qu'à moi; je ne puis naturellement y répondre sans les consulter. Mon honorable ami voudrait peut-être inscrire sa question au *Feuilleton*.

LA CHAMBRE DES COMMUNES

LA VISITE À OTTAWA DE L'«OMBUDSMAN»
DE NOUVELLE-ZÉLANDE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au premier ministre au sujet de la visite à Ottawa, aujourd'hui, de sir Guy Powles, commissaire parlementaire de la Nouvelle-Zélande. Ma question se rapporte également à l'annonce, réitérée à plusieurs reprises, que le gouvernement songeait à instituer un poste du même genre. Le premier ministre a-t-il pris des dispositions au sujet d'entretiens de sa part, ou de la part de membres du cabinet, avec sir Guy Powles, relativement à cette question aussi intéressante qu'urgente?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ignore si des dispositions ont été prises par l'un ou l'autre de mes collègues. Nous serons, naturellement, très heureux de faire la connaissance du distingué visiteur et de nous entretenir avec lui de son expérience comme titulaire de ce poste en Nouvelle-Zélande.

LES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

LE DROIT DES VEUVES À LA PENSION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L. M. Brand (Saskatoon): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre des Affaires des anciens combattants. Compte tenu des révélations faites au cours du programme de télévision d'hier soir «This Hour has 7 days», le ministre songe-t-il à examiner le cas de la veuve de l'aviateur Edward E. Chambers, ainsi que les autres du même genre au sujet du droit à la pension?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Une question d'une telle importance devrait être inscrite au *Feuilleton*.